

Association Cinéma et Cultures

**3 quai Amiral Sala
64 100 BAYONNE**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Association Cinéma et Cultures
3 quai Amiral Sala
64 100 BAYONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale de l'association Cinéma et Cultures,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Cinéma et Cultures relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

V – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



VI – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Fait à BASSUSSARRY, le 30 mai 2024

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes



Arantxa HARISTOY
Cogérante
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine





Cinéma et Cultures Association

Comptes annuels



**commissaire
aux comptes**



Cinéma et Cultures Association

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	14 243	4 243	10 000	10 000
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		14 243	4 243	10 000	10 000
	Immobilisations corporelles	Terrains	55 000		55 000	55 000
		Constructions	298 992	45 996	252 995	262 555
		Inst.techniques, mat.out.industriels	505 899	266 671	239 227	121 532
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				43 851
	TOTAL		859 891	312 667	547 223	482 939
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres		2 103		2 103	2 103
TOTAL		2 103		2 103	2 103	
Total I			876 238	316 911	559 326	495 042
Actif circulant	Stocks et en cours		8 507		8 507	4 815
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	17 290	931	16 358	16 036
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	95 339		95 339	47 030
		TOTAL	112 630	931	111 698	63 067
	Divers	Valeurs mobilières de placement	100 000		100 000	
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	480 388		480 388	718 188
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		27 287		27 287	10 878	
Total II			728 813	931	727 881	796 949
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			1 605 051	317 842	1 287 208	1 291 991
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					



Cinéma et Cultures Association

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	325 259	343 750
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		3 823	-18 491
Situation nette (sous-total)		329 082	325 259
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	26 434	
	Provisions réglementées	57 664	84 391
Total I		413 180	409 650
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	39 427	34 035
Total III		39 427	34 035
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	324 997	368 580
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	151 743	169 312
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	185 355	144 708
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	108 363	93 079
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	64 141	72 625
Total IV		834 600	848 305
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 287 208	1 291 991
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



Cinéma et Cultures Association

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	81 618	72 562
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 274 165	975 551
	<i>dont parrainages</i>	2 566	3 966
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	254 174	264 037
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	697	691
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25 308	48 954
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	5 230	9 455
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 641 193	1 371 252
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	937 826	765 131
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	14 627	12 578
	Salaires et traitements	518 877	445 679
	Charges sociales	118 597	121 671
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	64 256	59 359
	Dotations aux provisions	5 392	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	16 152	13 776
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 675 730	1 418 196
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-34 536	-46 944



Cinéma et Cultures Association

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 278	1 620
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	11 278	1 620
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 400	3 895
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	3 400	3 895
2. Résultat financier (III-IV)		7 877	-2 274
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-26 659	-49 218
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 500 26 727	26 893
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	30 227	26 893
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	406	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	406	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		29 820	26 893
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		-662	-3 834
Total des produits (I + III + V)		1 682 699	1 399 767
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 678 875	1 418 258
EXCÉDENT OU DÉFICIT		3 823	-18 491
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		14 401	9 232
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		14 401	9 232



1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette association a pour buts :

1. de développer l'activité cinéma « Art et essai », de promouvoir le cinéma d'auteur, les cinématographies minoritaires souvent ignorées des grands réseaux de distribution, et d'accompagner les films en organisant des rencontres avec des réalisateur.rices ou des acteur.rices;
2. de proposer, en cohérence avec l'activité cinéma, différentes formes d'expressions artistiques (concerts, expositions, spectacles vivants), et de permettre les rencontres entre les différents univers artistiques ;
3. de favoriser la convivialité et l'attractivité du lieu avec un espace de bar/restauration qui privilégie les produits de qualité ;
4. de développer son projet de façon indépendante à l'égard des instances confessionnelles, politiques, syndicales et institutionnelles.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.



**commissaire
aux comptes**



Association Cinéma et Cultures

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Exploitation cinématographique

- Petite restauration et débit de boissons

Annexe de base Associations 2023

© 2024 KPMG ESC & GS, société d'exercice libéral par actions simplifiée et société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »).
Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].



**commissaire
aux comptes**

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice)
 - a. Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice
 - b. Engagés et terminés dans l'exercice :
 - i. Installations électriques : 5 651€
 - ii. Matériel taverne : 13 069€
 - iii. Matériels de cuisine : 4 479€
 - iv. Tables terrasse : 1 565€
 - v. Installations cinéma : 143 260€
 - vi. Matériels de bureau : 1 976€
 - vii. Mobilier de bureau : 2 800€
 - c. Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :
 - i. Néant
- Ressources humaines :

Les mouvements de personnel de l'exercice ont été les suivants :

- 1 départ (pour le Bistro)
- 4 embauches (4 pour le Bistro)



Association Cinéma et Cultures

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice



**commissaire
aux comptes**

Annexe de base Associations 2023

© 2024 KPMG ESC & GS, société d'exercice libéral par actions simplifiée et société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].



5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.



L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	14 243			14 243
Immobilisations corporelles	906 072	128 948	175 129	859 891
Immobilisations financières	2 103			2 103
Total	922 418	128 948	175 129	876 237

6.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			128 948		
Immobilisations financières					
Total			128 948		





6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	4 243			4 243
Immobilisations corporelles	423 133	64 256	174 723	312 666
Immobilisations financières				
Total	427 376	64 256	174 723	316 909

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Ventilation des dotations				
Augmentations de l'exercice	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		64 256		
Immobilisations financières				
Total		64 256		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	64 256		
Immobilisations financières			
Total	64 256		



6.1.2.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1 an
Immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 40 ans
Immobilisations financières		
Total		

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	8 507		8 507
Total	8 507		8 507

Les produits de bar et autres sont évalués selon la méthode FIFO.

6.2.2 Créances

6.2.2.1 Créances reçues par legs ou donations

6.2.3 Précisions sur d'autres créances

Elles sont à échéances inférieures à 1 an.



**commissaire
aux comptes**



6.2.3.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Il s'agit de charges d'exploitation pour 27 288€.

6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	932		0	932
Immobilisations financières				
Total	932		0	932



**commissaire
aux comptes**

Annexe de base Associations 2023



6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.





Association Cinéma et Cultures
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Report à nouveau					
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	343 750	-18 491			325 259
Excédent ou déficit de l'exercice					
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	-18 491	18 491	3 823		3 823
Situation nette (sous-total)	325 259	0	3 823		329 082
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	84 391		26 434	26 727	84 098
TOTAL	409 660		30 257	26 727	413 180



6.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Tableau des subventions d'investissements

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	259 924	26 434	259 924	26 434
Quotes-parts virées au résultat	259 924		259 924	0
Montant net en fonds propres				

Les subventions d'investissement obtenues du CNC dans le cadre du financement des travaux de modernisation sont comptabilisées en compte de la classe 13.

Elles sont constatées lorsqu'elles ont un caractère certain, sur la base de décompte de dépenses validées par l'organisme financeur.

Ces subventions sont ramenées en compte de résultat sur la durée d'amortissement des biens financés, au prorata correspondant à chaque exercice.

6.4.3 Provisions réglementées

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges.

L'association bénéficie de subvention du SFEIC liées aux travaux enregistrés en immobilisation. Lorsque la subvention est perçue, elle constitue une subvention d'équipement.

En vertu de l'article 39 sexies du CGI, les subventions sont rapportées immédiatement au compte de résultat imposable de l'exercice, mais l'exploitation bénéficie de la mesure de l'amortissement exceptionnel.

La provision réglementée (constatation de l'amortissement exceptionnel) est reprise au résultat au rythme des amortissements des immobilisations concernées.



**commissaire
aux comptes**



6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	84 391		26 727	57 664
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	34 035	5 392	0	39 427
Total	118 426	5 392	26 727	97 091

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques							
Provisions pour charges	34 035		5 392	0			39 427
Total	34 035		5 392	0			39 427



**commissaire
aux comptes**



6.6 *Provision pour risques et charges*

6.6.1 *Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés*

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	39 427		39 427
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

L'engagement de retraite est calculé sur la base des textes réglementaires en vigueur et compte tenu des éléments suivants :

- Taux d'actualisation : 3.34 %
- Taux annuel de revalorisation : 1%
- Taux de turn over : non appliqué
- Table officielle de mortalité : appliqué

Le montant déterminé, charges patronales incluses, s'élève à 39 427 € au 31/12/2023.

6.7 *Dettes*

6.7.1 *Emprunts et autres dettes assimilés*

6.7.1.1 *Emprunts*

L'association a contracté un PGE de 100 000€ en 2020, ce prêt bénéficie de la garantie de l'Etat. Il n'a pas été remboursé et fait l'objet d'un amortissement sur 5 ans.

L'association a contracté un prêt de 300 000€ en 2022 afin d'acquérir le local immobilier.



**commissaire
aux comptes**



Association Cinéma et Cultures

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

6.7.2 Précisions sur d'autres dettes

6.7.2.1 Produits constatés d'avance

Il s'agit de subventions de fonctionnement pour 13 433€, des adhésions pour 48 131€, des adhésions de soutien pour 2 071€ et de la publicité gazette pour 506€.



**commissaire
aux comptes**

Annexe de base Associations 2023

© 2024 KPMG ESC & GS, société d'exercice libéral par actions simplifiée et société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés.
Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].



6.8 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1) Autres				Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
Créances de l'actif circulant :				- à 1 an au maximum à l'origine	324 998	43 956	113 523	167 519
Créances Clients et Comptes rattachés	17 290	17 290		- à plus de 1 an à l'origine				
Créances reçues par legs ou donations				Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	151 743	151 743		
Autres	95 340	95 340		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés				
Charges constatées d'avance	27 288	27 288		Dettes des legs ou donations	185 356	185 356		
				Dettes fiscales et sociales				
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes (3)	108 363	108 363		
				Produits constatés d'avance	64 141	64 141		
TOTAL	139 918	139 918		TOTAL	834 601	553 559	113 523	167 519
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	43 583			
				(3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				



**commissaire
aux comptes**

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations

7.1.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Notre entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit

7.1.2 Ventes de biens et services

7.1.2.1.1 Ventes de prestations hors parrainages

Secteur d'activité	Montant
Prestation de services	1 271 599
Ventes de biens	

7.1.2.1.2 Vente de prestations de parrainage

Le parrainage est un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire.
Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du partenaire.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Le montant défini dans le cadre de la convention de parrainage conclue avec des personnes physiques ou morales est comptabilisé lors de la réalisation de l'opération

7.1.3 Produits de tiers financeurs

7.1.3.1.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.1.3.1.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation	16 839	0	154 017		83 318
Subvention d'investissement					





7.1.3.1.3 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature

7.1.4 Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises sur provisions : Néant

Les transferts de charges concernent essentiellement :

- Des refacturations de frais pour un montant de 9 683€
- Des remboursements de coûts salariaux sur contrats aidés à concurrence de 15 290€

7.1.5 Ventilation des produits d'exploitation

- Entrées cinéma tous tarifs : 670 243€
- Taverne et animations : 573 404€
- Partenariats et divers : 30 519€
- Subventions de fonctionnement : 254 174€
- Adhésions : 81 618€



**commissaire
aux comptes**

Annexe de base Associations 2023

7.2 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est constitué essentiellement de :

- la reprise de provision règlementée pour 26 727€

7.3 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

Nature de la contribution	Montant
Bénévolat	14 401€



7.3.1 Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées

7.3.1.1 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Le bénévolat dont notre entité a bénéficié a été quantifié à 14 401€.

Les heures de la fonction dirigeante ont été valorisées à 17.20€, celles des employés au SMIC.

7.3.2 Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées

7.3.2.1 Personnel bénévole

Le bénévolat dont notre entité a bénéficié a été quantifié à 14 401€.

Les heures de la fonction dirigeante ont été valorisées à 17.20€, les heures des employés au SMIC.

7.3.3 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.3.3.1 Compte de soutien financier de l'industrie cinématographique

Le compte est ouvert au nom de la Ville de Bayonne, avec délégation à l'association du droit d'investir les sommes inscrites sur le compte dont elle est titulaire.

Le relevé de situation du compte de soutien établi le 30 mars 2022 (dernier état en notre possession) par le Centre National de la Cinématographie fait état des éléments suivants :

Droits acquis : 905 951 €

Versements effectués : 734 585 €

Somme à mandater : 0 €

Droits disponibles : 171 366 €


**commissaire
aux comptes**

**Association Cinéma et Cultures**

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

7.3.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
• Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 291	
• Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	4 291	

**Annexe de base Associations 2023**

© 2024 KPMG ESC & GS, société d'exercice libéral par actions simplifiée et société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés.
Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].



Association Cinéma et Cultures

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 Impôt sur les bénéfices

8.1.1 Ventilation de l'origine de l'IS

Il n'y a pas d'impôt société dû au titre de 2023.

8.1.2 Autres informations spécifiques liées à l'IS

- Report en arrière des déficits : la créance de RAD s'élève à 3 116€ au 31/12/2023.

- Crédits d'impôts

Les montants et natures des crédits d'impôts sont les suivants :

- Crédit impôt mécénat de 2023 : 662€



**commissaire
aux comptes**

Annexe de base Associations 2023



Association Cinéma et Cultures

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité est de 19 salariés au 31/12/2023.



**commissaire
aux comptes**

Annexe de base Associations 2023

© 2024 KPMG ESC & GS, société d'exercice libéral par actions simplifiée et société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés.
Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].



Association Cinéma et Cultures

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Les engagements donnés sont les suivants :

- Hypothèque en 1er rang pour l'emprunt de 300 000 € du local immobilier

Les engagements reçus sont les suivants :

- Garantie du PGE par l'Etat : 90 000€



**commissaire
aux comptes**

Annexe de base Associations 2023

© 2024 KPMG ESC & GS, société d'exercice libéral par actions simplifiée et société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés.
Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. [Imprimé en France].